



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
28 août 2018
Français
Original : anglais
Anglais, français et espagnol
seulement

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**

Soixante et onzième session

22 octobre-9 novembre 2018

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Examen des rapports soumis par les États parties

en application de l'article 18 de la Convention

sur l'élimination de toutes les formes de discrimination

à l'égard des femmes

**Liste de points et de questions concernant le sixième
rapport périodique du Samoa**

Additif

Réponses du Samoa*

[Date de réception : 27 août 2018]

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Cadre constitutionnel, législatif, politique et institutionnel

État d'avancement de l'examen de la compatibilité des lois nationales avec la Convention

1. L'examen de la conformité législative avec la Convention effectué par la Commission de la réforme législative du Samoa (« SLRC ») a été achevé avec la publication, en août 2016, de son rapport final, approuvé par le Conseil des ministres le 17 août 2016 dans sa directive FK (16) 30. Le rapport final est actuellement examiné par l'Assemblée législative.

2. Suite aux recommandations formulées dans le rapport final de l'examen de la conformité législative avec la Convention, des propositions de modification ont été demandées et devraient être intégrées dans les lois suivantes :

- Loi de 2001 sur les organismes publics (efficacité et responsabilité) ;
- Ordonnance de 1961 sur le mariage ;
- Loi pénale de 2013 ;
- Loi de 1990 sur le Ministère de la condition féminine ;

Mesures prises pour veiller à ce que les lois et les politiques fondées sur la religion n'entraînent pas de violations des droits des femmes

3. La Constitution a été modifiée en 2017 pour ajouter un nouveau paragraphe 1(3), libellé comme suit : Article 1(3) - « Samoa est une nation chrétienne fondée sur Dieu le Père, le Fils et le Saint-Esprit ».

4. La loi de 2017 portant amendement de la Constitution (N° 2) (« loi d'amendement ») ne vise pas à priver une personne, y compris toute femme, de ses droits fondamentaux, mais de déterminer que Samoa est une nation chrétienne, et ce sans préjudice de la liberté de religion, telle que garantie expressément à l'Article 11 de la Constitution, ou du droit de ne pas être soumis à des lois discriminatoires, défini à l'Article 15. L'Article 15 précise également qu'aucune de ses dispositions ne s'oppose à l'élaboration de lois en faveur de la protection ou de la promotion des femmes.

Précisez la façon dont les dispositions de la Constitution relatives à l'égalité des sexes et à l'interdiction de la discrimination sexiste sont effectivement appliquées au niveau des villages

5. L'examen de la conformité législative avec la Convention a donné lieu à des recommandations tendant à apporter des modifications à la législation, qui sont en cours d'examen, de façon à renforcer les pratiques en matière d'égalité des sexes au niveau des villages. Une autre approche importante consiste à sensibiliser et à faire évoluer les mentalités, de manière à ce que les pratiques en matière d'égalité des sexes soient également prises en compte dans le Programme de planification du développement des districts au niveau des villages. Veuillez consulter également notre rapport (CEDAW/C/WSM/6), notamment les sections concernant les articles 3 et 4, et le paragraphe 49, qui traitent de certaines approches adoptées au niveau des villages. Vous trouverez aussi des informations supplémentaires tout au long du présent document.

Précisez comment la discrimination à l'égard des femmes est définie et combattue dans la législation interne

6. Comme indiqué dans le rapport, l'inclusion dans la Constitution, en tant que loi suprême, du droit fondamental de ne subir aucune discrimination garantit la protection contre la discrimination directe ou indirecte à l'égard des femmes.

7. Dans d'autres lois internes, la « discrimination » telle que définie dans la loi sur le travail et l'emploi concerne à la fois les hommes et les femmes. Dans la section 2 de la loi de 2013 relative à l'emploi et aux relations de travail, la « discrimination » est définie comme a) signifiant une distinction, une exclusion ou une préférence fondée sur un ou plusieurs motifs arbitraires, y compris ceux énumérés dans la section 20(2), qui ont pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité des chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession. La section 20(2) prévoit que l'un des droits et principes fondamentaux de l'emploi est que « [n]ul ne peut faire preuve de discrimination, directement ou indirectement, à l'égard d'un employé ou d'un demandeur d'emploi dans les politiques, les procédures ou les pratiques des employeurs, en se fondant sur un ou plusieurs motifs arbitraires, y compris l'appartenance ethnique, la race, la couleur, le sexe, l'identité sexuelle, la religion, l'opinion politique, l'origine nationale, l'orientation sexuelle, l'origine sociale, la situation matrimoniale, la grossesse, les responsabilités familiales, une infection par le VIH effective ou supposée et le handicap ». La section 19 de cette loi interdit expressément la discrimination fondée sur le sexe en matière d'emploi.

8. La loi de 2004 sur la fonction publique (s2) vise notamment à créer un service public dans lequel les décisions sont prises sur le mérite et sans discrimination. Au titre de la loi de 2013 sur la sécurité familiale (section 15 – Obligation d'aider un plaignant et de l'informer sur ses droits), un agent de police qui reçoit une plainte pour violence familiale doit apporter au plaignant une aide dans les meilleurs délais, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance, de handicap ou de toute autre situation et garantir à toutes les personnes une protection égale et efficace en fonction des circonstances.

Exemples d'affaires pour lesquelles les dispositions de la Convention ont été invoquées par des tribunaux nationaux

9. Les affaires *Police c. Apelu*¹ et *Enquête du médiateur : chef des services d'incendie et d'urgence*² sont les deux affaires pour lesquelles la Convention a été invoquée lorsqu'il y a été précisé que le Samoa est devenu signataire de la Convention et qu'il a de ce fait l'obligation, sur le plan international, de la respecter. Dans l'affaire *Police c. Apelu*, l'accusé a été condamné ; dans le prononcé de la peine, le tribunal s'est référé à la Convention et à la manière dont elle permet de défendre le droit des femmes de décider de ce qui est dans leur intérêt supérieur. L'affaire *Enquête du médiateur : chef des services d'incendie et d'urgence* concernait une employée qui avait été harcelée sexuellement sur son lieu de travail.

Informations complémentaires concernant l'institution nationale de défense des droits de l'homme et ses rapports sur les droits de l'homme

10. Depuis sa création, en 2013, l'Institut national des droits de l'homme compte 4 employés. Malgré ses contraintes en termes de capacités, l'Institut continue de remplir activement sa mission. Depuis sa création, l'Institut national des droits de l'homme a présenté trois rapports sur la situation des droits de l'homme au Parlement.

¹ [2010] WSSC 178 (20 décembre 2010).

² [2013] WSOM 1 (1^{er} juillet 2013).

Le rapport de 2015, intitulé « Pour le Samoa par le Samoa », donne un aperçu de la situation des droits de l'homme au Samoa. Le rapport de 2016 met l'accent sur les droits des personnes handicapées, tandis que celui de 2017 donne une vue d'ensemble des droits de l'homme et des changements climatiques et présente l'enquête publique nationale sur la violence familiale. Tous ces rapports, même s'ils présentent la situation des droits de l'homme d'une manière générale, traitent spécifiquement des droits des femmes et des filles. Par exemple, le rapport de 2015 met l'accent sur la violence à l'égard des femmes, des filles et des enfants, celui de 2016 sur la violence à l'égard des femmes handicapées, celui de 2017 sur l'impact des changements climatiques sur les femmes, et l'enquête sur la violence familiale porte essentiellement sur la violence à l'égard des femmes et des filles.

11. Les conclusions du premier rapport ont incité le Samoa à effectuer sa première enquête nationale sur la violence familiale. Ce rapport a été présenté au Conseil des ministres et paraîtra le 12 septembre 2018. Les premiers rapports ont également permis d'améliorer les partenariats entre l'Institut national des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales, ainsi qu'avec les autres ministères, pour promouvoir et améliorer la sensibilisation aux droits de l'homme et aux questions soulevées dans ces rapports. L'Institut national des droits de l'homme poursuit également ses activités de sensibilisation, dispense des formations et effectue des inspections, notamment dans les lieux de détention, en évaluant les droits des femmes dans les prisons.

Mesures prises pour fournir aux organisations les fonds et ressources dont elles ont besoin pour mener durablement et efficacement leurs activités

12. Le Programme d'appui du Samoa à la société civile (Samoa Civil Society Support Program, CSSP) fournit un mécanisme de financement qui permet aux organisations de la société civile de mettre en œuvre des initiatives de développement efficaces et innovantes en réponse aux besoins prioritaires des communautés et des groupes de personnes vulnérables. Ce programme renforce le secteur de la société civile au Samoa et lui donne les moyens d'agir. La première phase du CSSP a été achevée et, lors de la deuxième phase, il cessera d'être entièrement financé par deux partenaires de développement pour devenir un mécanisme financé et soutenu par le Gouvernement samoan et des partenaires de développement. Il est dirigé par un comité directeur composé de représentants du Gouvernement, de la société civile et des partenaires de développement. La deuxième phase s'appuiera sur les enseignements tirés de la première en améliorant la mise en œuvre, l'affectation des ressources et les modalités de gestion et en mettant l'accent sur l'égalité des sexes.

13. La coopération avec le secteur privé et les programmes du secteur aident à la réalisation des objectifs de développement durable en faveur des communautés isolées et des groupes marginalisés, en particulier les personnes handicapées, les femmes et les jeunes.

Accès à la justice et aux voies de recours

Informations sur le système d'assistance juridique existant et sur la mesure dans laquelle les femmes en bénéficient

14. L'actuel système d'assistance juridique du ministère de la Justice et de l'administration des tribunaux s'adresse à la fois aux femmes et aux hommes, sous la forme d'une représentation en justice ou de conseils juridiques relatifs aux affaires pénales. Les types d'affaires dans lesquelles des femmes demandent de l'aide concernent l'entretien et la garde des enfants, c'est-à-dire principalement des affaires familiales.

15. Les femmes victimes de violences sexistes, y compris de violence sexuelle et de violence familiale, remplissent les conditions requises pour demander une ordonnance de protection (injonction d'éloignement), les tribunaux ayant pour instruction d'exécuter la décision d'office, dans les 24 heures suivant le dépôt de la demande. Afin d'aider les femmes et d'encourager l'accessibilité, les ordonnances peuvent être demandées par le ministère de la Police ou des organisations non gouvernementales telles que le Groupe samoan de soutien aux victimes.

16. En ce qui concerne la loi sur les centres communautaires d'aide juridique, celle-ci est entrée en vigueur le 1^{er} février 2016.

Mesures prises pour réexaminer la politique d'application des peines et pour envisager des mesures de substitution à la détention

17. Le tribunal peut tenir compte du fait qu'elle a affaire à une femme, du montant volé et de la capacité de rembourser ce montant lors de la détermination de la peine. Il existe une mesure de substitution à la détention qui est la mise à l'épreuve étroitement surveillée par le ministère de la Justice et de l'administration des tribunaux. Certaines de ces procédures de probation consistent à participer à des programmes communautaires ou à effectuer d'autres tâches fixées par le ministère de la Justice et de l'administration des tribunaux. La décision quant au type de peine appliquée est prise par les juges, selon les principes et les directives énoncées à cet effet dans la loi de 2016 sur la fixation des peines.

Mécanisme national de promotion de la femme

Ressources et capacités du personnel du ministère de la Condition de la femme et du développement local et social

18. Il y a eu une augmentation progressive des possibilités de formation du personnel qui se sont concentrées sur les divisions chargées des programmes pour faciliter la mise en œuvre de leurs activités. Au cours de l'exercice 2017-2018, onze (11) programmes d'apprentissage par l'action ont été facilités par la Division des services internes, pour des formations locales ou à l'étranger, qui ont été suivies par le personnel. Le plan de gestion prévisionnelle des besoins en personnel du ministère de la Condition de la femme et du développement local et social pour la période 2012-2016 indiquait que quatre (4) agents avaient obtenu des bourses pour étudier à l'étranger afin d'améliorer leurs qualifications et trois (3) agents poursuivaient leurs études localement.

19. En outre, le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social a organisé régulièrement des sessions de planification sur la restructuration et la définition de nouvelles attributions, ainsi que des procédures d'évaluation, pour refondre et revoir les programmes ou les activités afin non seulement de les harmoniser avec les résultats du Plan sectoriel de développement local, mais également d'intégrer la prise en compte de la problématique femmes-hommes au sein du ministère et d'accroître la sensibilisation et les connaissances du personnel sur les réformes.

20. Le nombre de recrutements de fonctionnaires titulaires d'une licence a augmenté. Selon l'analyse des besoins en formation menée par le Groupe des ressources humaines en 2017, environ 10 % des membres du personnel du ministère de la Condition de la femme et du développement local et social ont estimé que la prise en compte de la problématique femmes-hommes était un de leurs principaux besoins en formation. Ce résultat montre bien la volonté d'améliorer la prise en compte de cette problématique dans tous les programmes. Compte tenu des besoins

en formation, le ministère ajoutera une allocation consacrée à la formation du personnel au budget annuel.

Mesures prises pour augmenter le pourcentage de représentantes de village au sein du ministère

21. Le ministère est en train d'élaborer une politique et une stratégie de gouvernance inclusive pour augmenter le nombre de représentantes de village. En outre, il envisage d'examiner le cadre d'orientation existant pour la sélection des représentants du Gouvernement. Plus précisément, dans les villages traditionnels, le comité des femmes choisit la représentante du village et le conseil villageois choisit le représentant, tandis que dans les villages non traditionnels, un seul représentant du Gouvernement, homme ou femme, est choisi par les organisations confessionnelles.

Informations sur les effets des 3,8 millions de dollars australiens reçus du Gouvernement australien

22. Les 3,8 millions de dollars australiens font partie du plan de travail sur 5 ans et seulement un certain montant a été alloué au plan de travail annuel approuvé pour le projet. À ce jour, le rapport d'activité pour la période allant de juillet à décembre 2017 met en lumière les principales réalisations de la mise en œuvre des projets.

23. On trouvera ci-après les principales réalisations classées par résultat du projet :

- Résultat 1 : l'autonomisation économique comprend l'augmentation du nombre de femmes vulnérables (ayant abandonné l'école très jeune, au chômage ou victimes de violence familiale) qui ont acquis des compétences et des connaissances financières de base et ont accédé à un financement de départ pour créer leur microentreprise. Un grand nombre des nouvelles personnes formées sont des femmes, ce qui augmente le nombre de femmes vulnérables ayant reçu une formation en entrepreneuriat et gestion des entreprises ; 138 microentreprises créées, dont la plupart sont gérées et possédées par des femmes ; La combinaison de compétences, de connaissances acquises et de l'accès à un financement a permis aux personnes vulnérables bénéficiant d'un appui d'améliorer leur bien-être social et de changer leur point de vue sur la vie ;
- Résultat 2 : représentation politique ; environ un cinquième des districts a créé des comités de développement de district avec une représentation égale des hommes et des femmes ; 18 membres du WINLA qui sont des femmes parlementaires et PDG se sont engagées à servir de mentors pour leur personnel ; 18 femmes aux niveaux cadres supérieurs et intermédiaires dans les ministères et le secteur privé bénéficient d'un mentorat ; 1 des 21 villages qui interdit aux femmes de détenir un titre de chef (matai) a permis à des femmes de détenir les titres de matai, à savoir Vaega, Satupaitea ;
- Résultat 3 : réduction de la violence sexiste : Un groupe de personnalités des églises luttant contre la violence sexiste et représentant 11 églises a été créé ; Un plan combiné de mise en œuvre spécifique pour la violence sexiste a été mis en place pour la première fois, ce qui montre la détermination du Conseil national des églises à éliminer la violence sexiste à l'égard des femmes et des filles ; 30 villages ont facilité et dirigé la sensibilisation communautaire relative à la violence sexiste au cours des 16 journées d'action de cette année dans le cadre de la poursuite de la sensibilisation ; La création de 30 comités de lutte contre la violence sexiste montre l'engagement des communautés à mettre un terme à la violence dans les foyers, les villages et les districts ; 10 plans de développement de district considèrent la lutte contre la violence comme l'un des domaines prioritaires de développement des districts ; Le taux de récurrence est

resté le même en 2016 (1=4 %) et en 2017 (2=4 %) ; Depuis la mise en place du programme de gestion de la colère en mai 2017, 125 personnes y ont été orientées ; 12 % des participants ont arrêté le programme de leur propre chef et 88 % l'ont terminé avec succès ; Service de mise à l'épreuve et autres orientations par les tribunaux vers le programme de lutte contre l'alcoolisme et la dépendance aux autres drogues- 12 % des participants ont quitté le programme et 88 % l'ont terminé en 2016, contre 5 % et 95 % en 2017 ;

- Réalisation des résultats 4 et 5 ; la stratégie pour des familles et des communautés plus sûres visant à lutter contre la violence a été mise en œuvre ; la stratégie d'autonomisation économique a été mise en œuvre ; Le plan communautaire de mise en œuvre sectorielle a été approuvé et mis en œuvre ; l'étude de 2017 sur la sécurité familiale a été menée à bien ; visibilité du programme SWSDP au sein des communautés grâce à des processus de planification des districts et d'autres initiatives ;
- Réalisations et résultats du plan stratégique 2013-2017 du ministère de la Condition de la femme et du développement local et social

Les principales conclusions ont constitué l'examen du plan stratégique. Même si le ministère a fait du bon travail concernant la description de toutes ses activités, il manquait de données montrant l'impact de ces activités et programmes dans leur ensemble. Cette situation a facilité les changements thématiques au sein de l'approche du ministère, tant du point de vue du contenu que des activités. L'accent est mis désormais sur la planification intégrée, notamment l'amélioration de la planification en vue d'assurer une surveillance et une évaluation globales afin que les effets puissent être mesurés. Cela a permis au ministère de la Condition de la femme et du développement local et social de répondre d'une manière plus pertinente aux besoins communautaires. L'orientation de ses activités a été réexaminée et modifiée pendant la période 2016-2018. Même si les missions du ministère de la Condition de la femme et du développement local et social sont restées les mêmes, sa méthode a changé : plutôt que de travailler séparément avec des groupes communautaires tels que les jeunes, les femmes, les hommes, il se concentre désormais sur des domaines thématiques, tels que le développement social, l'autonomisation économique, la gouvernance et l'exercice de responsabilités. Ses pratiques opérationnelles montrent que les activités menées avec les familles et les communautés peuvent être plus efficaces que celles menées avec des groupes particuliers, d'où la nouvelle approche qui devrait permettre de mieux lutter contre la discrimination à l'égard des femmes. Cette nouvelle approche est prise en compte dans le plan sectoriel communautaire pour la période 2017 à 2021 et le projet actuel de plan stratégique du ministère de la Condition de la femme et du développement local et social.

- Réalisations et résultats de la Politique nationale d'égalité des sexes 2016-2020 du Samoa

La deuxième étude sur la sécurité familiale a été lancée en juin 2017 ; les conclusions et les données de l'étude sont utilisées pour étayer tous les travaux sur la violence familiale en fournissant une base de référence pour les programmes et les interventions, les groupes cibles, les profils d'auteurs, les profils des victimes et des recommandations pour mobiliser les groupes communautaires. En outre, les conclusions ont également servi à l'élaboration de la politique et du plan d'action nationaux 2017-2021 du Samoa pour mettre fin à la violence qui guideront les travaux de la division du développement Social au cours des 5 prochaines années.

- Réalisations et résultats des activités des représentantes de village et du comité consultatif des femmes

Les représentantes des femmes ont énormément contribué au développement social et économique du Samoa depuis des années, en dirigeant et coordonnant le programme de tissage de nattes, qui vise non seulement à favoriser le renouveau de la production de l'un des trésors du Samoa, mais également à promouvoir les valeurs économiques et à encourager les femmes à voir le tissage comme une source de revenus viable. En outre, elles ont joué un rôle moteur dans la coordination des programmes du plan de développement des districts, qui est une plateforme servant aux responsables des districts et communautaires à guider, planifier et coordonner leur propre développement durable inclusif. L'exercice encourage également les responsables communautaires à élaborer des développements pratiques en se fondant sur leurs expériences et les statistiques confirmées par le Gouvernement, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité, de la sécurité et de l'économie ;

Le Comité consultatif des femmes (WAC) est un comité consultatif pour les politiques présidé par le ministère et qui se réunit régulièrement pour discuter de questions liées à la promotion de la femme sous tous ses aspects au Samoa. Les principales tâches de ce comité sont les suivantes : discussions sur les conclusions de la deuxième enquête sur la sécurité familiale, consultations initiales sur l'élaboration de l'avant-projet de stratégie de gouvernance inclusive et conduite de l'amélioration du programme national d'embellissement (NBP) dans tout le Samoa. Le programme NBP est un programme au niveau local qui met l'accent sur l'embellissement des villages pour appuyer les efforts déployés par les secteurs du tourisme et de la santé, et sur le bien-être des villages.

- Réalisations et résultats concrets de l'inventaire des capacités d'intégration de la problématique femmes-hommes 2015

L'un des principaux résultats est la restructuration des trois divisions des programmes du ministère : la division des femmes est devenue la division du développement social, celle des jeunes est devenue la division du développement économique et celle des affaires internes est devenue la division de la gouvernance et du leadership.

Les programmes visent maintenant une approche communautaire. Le changement a concerné également la structure des politiques, et les politiques ciblant les femmes, les hommes, les jeunes et les personnes handicapées n'ont pas été renouvelées. De nouvelles politiques de développement économique, d'élimination de la violence, d'égalité des sexes ont été élaborées, et d'autres politiques et directives portant sur le développement local, les partenariats, la communication pour le développement et la gouvernance inclusive doivent encore être élaborées. Ces changements sont pris en compte dans le plan sectoriel communautaire pour la période 2017 à 2021 et le projet actuel de plan stratégique du ministère de la Condition de la femme et du développement local et social.

Dans le cadre de l'inventaire, un atelier sur les statistiques ventilées par sexe a été organisé en 2016 par le Gouvernement du Samoa et le Programme de développement social de la Communauté du Pacifique pour encourager les ministères à participer au développement professionnel des statistiques ventilées par sexe. En outre, le ministère de la Condition de la femme et du développement communautaire et social a élaboré un modèle de feuille d'enregistrement normalisé pour la saisie des données ventilées par sexe, groupe d'âge et

handicap. Le ministère poursuivra la réalisation de ses objectifs de prise en compte de la problématique femmes-hommes avec la réforme de sa structure organisationnelle et le nouveau plan stratégique.

Mesures temporaires spéciales

Renseignements à jour sur le pourcentage de femmes qui siègent au Parlement

24. Lors des élections de 2016, le nombre de femmes candidates a été plus important que jamais. Sur près de 170 candidats qui se sont présentés aux élections, 24 étaient des femmes, soit une augmentation de 9 par rapport aux élections de 2011. Quatre femmes ont obtenu directement des sièges, et une cinquième a obtenu un siège supplémentaire au titre de la loi de réforme constitutionnelle qui définit un quota de 10 % de femmes au Parlement. Deux sont ministres dont l'une est vice-premier ministre, la troisième est présidente de la commission des finances et les deux autres sont députées d'arrière-ban.

Situation relative à l'adoption de quotas de femmes aux postes de décision dans les organismes publics

25. Le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social a abordé ces questions dans le nouveau plan sectoriel communautaire 2016-2020 et la Politique nationale d'égalité des sexes 2016-2020 du Samoa.

Autres recommandations temporaires spéciales pour accélérer la participation pleine et égale des femmes

26. Le plan de développement des districts du ministère de la Condition de la femme et du développement local et social favorise et prône l'inclusion des femmes dans les comités scolaires, les consultations de développement rural et le suivi des plans de district. Par exemple, le comité de développement de district Vaa o Fonoti est composé entièrement de femmes, ce qui montre que les femmes occupent une place importante dans leurs villages et dans les districts.

Stéréotypes et pratiques néfastes

Renseignements actualisés sur le projet de stratégie pour la sécurité de la famille et de la communauté 2017 – 2021

27. Le projet de stratégie a été modifié et une nouvelle politique axée sur la lutte contre la violence sexiste a été élaborée pour tenir compte des besoins du nouveau cadre d'orientation et de la mise en œuvre. Le résultat est une nouvelle formulation de la politique pour des familles plus sûres et des communautés plus fortes, et la prise en compte des recommandations de la récente étude de 2017 sur la sécurité familiale au Samoa dans la stratégie et le plan d'action.

28. La mise en œuvre de certaines des principales initiatives dans le cadre de la stratégie a commencé avec le lancement public à l'échelle nationale de l'étude du Samoa sur la sécurité familiale en juillet 2017, dans le cadre d'un forum national regroupant les parties prenantes, les médias, les médias sociaux, des discussions communautaires animées par les districts et les responsables confessionnels, les citoyens, les jeunes, les enfants, les personnes handicapées et les comités de femmes.

29. Le Conseil national des églises, partenaire clef de la stratégie, a lancé ses débats de sensibilisation à l'échelle nationale en septembre 2017. Le processus a réuni pour la première fois des chefs religieux, des diacres et des associations féminines de huit confessions religieuses différentes pour débattre des conclusions de l'enquête, de l'interprétation erronée des textes bibliques qui ont été utilisés pour justifier de

frapper les femmes, et pour examiner la façon dont l'Église peut jouer un rôle plus actif dans la prévention et la lutte contre la violence. Les toutes premières réactions ont montré que dans certains villages (dirigés par un conseil de village ou un grand chef), des règlements ont été adoptés pour lutter contre la violence au sein du couple et mettre en place des comités de village servant de refuges qui fonctionnent comme un réseau de soutien villageois. Le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social est conscient que la mise en œuvre en est à ses débuts et qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour mesurer les effets à long terme de tous ces programmes.

Lutte contre les pratiques discriminatoires, y compris eu égard à la perception de la capacité des femmes à diriger et à prendre des décisions

30. En juin 2017, le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social a lancé un outil appelé Plan intégré de développement de district pour promouvoir le changement en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale au niveau des villages et garantir une meilleure chance d'améliorer l'autonomisation des femmes dans les domaines de l'économie, de la gouvernance et de l'exercice de responsabilités, lutter contre toutes les formes de violence, améliorer la santé et offrir plus de possibilités d'éducation. Le plan intégré de développement de district nécessite la mise en place de comités de district composé d'hommes et de femmes et chargés de gérer les priorités de leurs communautés en fonction de leurs besoins en matière de développement dans le cadre d'un plan de district. Cet outil est différent dans la mesure où le processus de planification et de prise de décisions est piloté par les représentants des villages, qui comprennent les conseils de village (femmes et hommes détenant le titre de chef), les chefs religieux, des femmes, des personnes handicapées, de jeunes hommes et femmes, et des enfants. C'est la première fois qu'il est clairement axé sur l'inclusion des femmes et des personnes handicapées, des jeunes et des enfants considérés comme des partenaires égaux dans le dialogue sur le développement. Au moment de la rédaction du présent rapport, dix-sept (17) des quarante-neuf (49) processus de planification de district ont eu lieu, avec une forte présence féminine dans les dix-sept comités de district. Quatre (4) des dix-sept comités sont présidés par des femmes, et dans un district le comité est composé exclusivement de femmes.

Violences sexistes envers les femmes

Statistiques actualisées sur la violence sexiste à l'égard des femmes

31. Les données statistiques sur les cas de violence sexiste, présentées dans le 6ème rapport au Comité sont les données actuelles (paragraphe 46-48)

32. L'étude réalisée par le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social ; Dans le cadre de l'étude de 2017 sur la sécurité familiale au Samoa, 569 femmes adultes âgés de 20 à 49 ans ont été interrogées. Sur ces 569 femmes, 54 % avaient entre 20 et 35 ans et 46 % entre 35 et 49 ans.

Figure 1.1
Femmes interrogées par âge

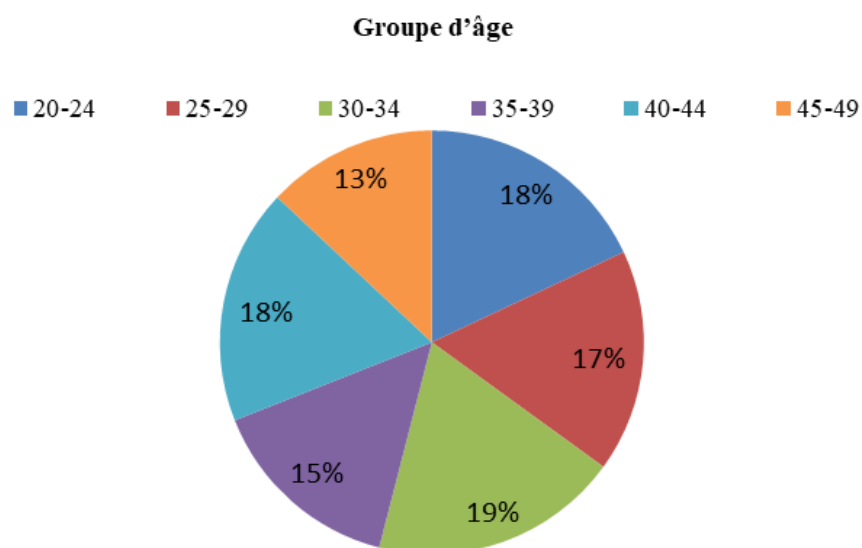
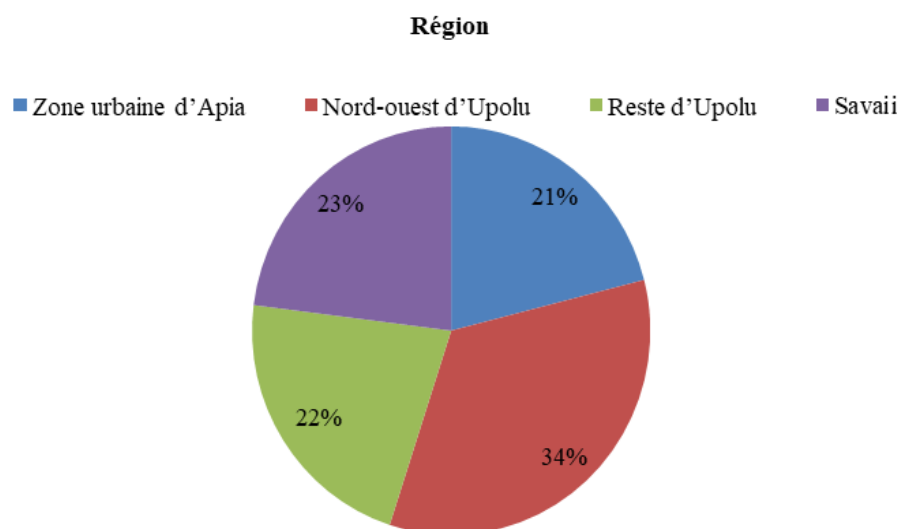
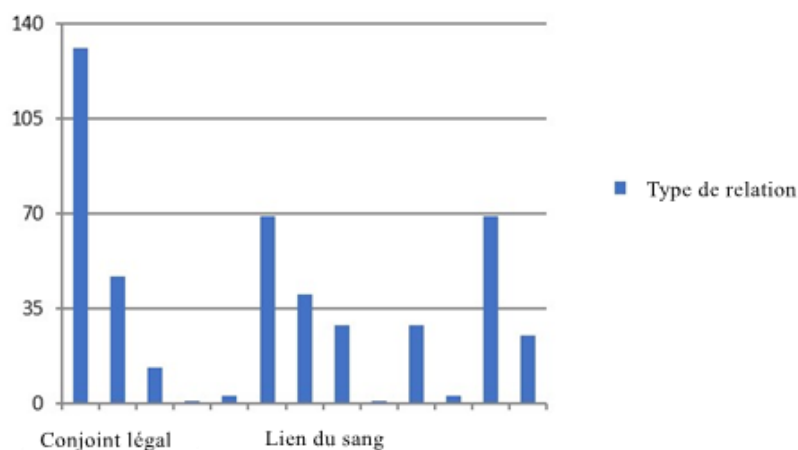


Figure 1.2
Femmes interrogées par zone géographique



33. Le tableau ci-dessus montre les femmes adultes interrogées lors de cette étude par zone géographique. 120 femmes (21 %) vivaient dans la zone urbaine de l'Apia, 194 (34 %) au nord-ouest d'Upolu, 125 femmes (22 %) dans les autres zones d'Upolu, et à Savaii ; 130 femmes interrogées.

Figure 1.3
Type de relation entre la victime et son agresseur



34. Les mesures prises pour veiller à ce que les cas de violence familiale à l'encontre des femmes ne soient pas transmis de façon systématique à d'autres procédures de règlement des différends sont traitées sérieusement. Il existe une procédure juridique de traitement des affaires de violence familiale et des affaires qui s'y rapportent afin de garantir l'accès des femmes à la justice. Il existe un mécanisme destiné aux femmes qui obtiennent des ordonnances de protection et interdisant aux personnes interrogées d'indiquer le lieu de travail et le domicile de la plaignante. Le tribunal spécialisé dans les affaires de violence familiale traite également ces procédures.

35. En ce qui concerne les mesures prises pour faire en sorte que les personnes qui interviennent dans les affaires de violence sexuelle soient formées pour comprendre et intervenir de manière appropriée, une formation sur les services essentiels offerts aux victimes a été dispensée aux représentants des villages en mars 2018. Elle a mis l'accent sur la manière d'aider les victimes de violence sexuelle en connaissant et en comprenant les services disponibles.

36. Le programme de 16 journées d'action en novembre 2017 a également aidé les communautés à mettre en place des programmes qui mettent l'accent sur l'élimination de la violence. Il y a également l'initiative du Conseil national des églises encourageant les diacres, les pasteurs et leurs épouses à prendre l'initiative en prônant des mariages sains basés sur un partenariat équitable, une éducation des enfants utilisant des techniques non violentes et une bonne communication pour lutter contre la violence sexuelle dans les foyers et les villages.

Étude de 2017 sur la santé et la sécurité familiales au Samoa

37. Prière de se référer aux réponses données ci-dessus aux paragraphes 7 et 8 pour les questions soulevées. Les recommandations de cette étude de 2017 ont été prises en compte dans la politique pour des familles plus sûres et des communautés plus fortes, et dans la stratégie et le plan d'action. La stratégie peut désormais être financée grâce au partenariat avec le Gouvernement d'Australie dans le cadre du programme de promotion de la femme au Samoa (Samoa Women Shaping Development Program), au Fonds des Nations Unies pour la population, au programme du Gouvernement du Samoa en faveur de l'égalité entre les sexes et au budget national.

38. L'enquête nationale de l'Institut national de défense des droits de l'homme sur la violence familiale sera lancée le 12 septembre 2018.

39. Suite aux conclusions de l'étude, le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social a organisé les 16 journées d'action en 2017 en mettant l'accent sur la lutte contre la violence familiale. Le programme de promotion de la femme au Samoa (Samoa Women Shaping Development Program) mené par le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social met également l'accent sur la lutte contre la violence au Samoa. Le partenariat avec le Conseil national des églises dans le cadre du Programme de promotion de la femme a été créé pour promouvoir l'importance des valeurs culturelles et chrétiennes, ainsi que la sécurité au sein des communautés et des familles. Le Conseil national des églises a mené des programmes de lutte contre la violence à Upolu et Savaii, en ciblant des pasteurs et leurs épouses afin de les mobiliser contre les actes de violence familiale se produisant dans leurs villages et leurs communautés. La campagne Malu I Fale mise en œuvre par le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social utilise la sensibilisation pour éduquer la population à la lutte contre la violence, en mettant des affiches sur les bus et en distribuant et affichant des informations dans les bâtiments publics.

40. Le ministère de la Police, en partenariat avec le ministère des Prisons et services pénitentiaires et le ministère de l'Éducation, des sports et de la culture, a mené des programmes d'information dans les écoles secondaires sur la violence à l'intérieur des établissements scolaires, en visant particulièrement les garçons adolescents, et en traitant principalement la question de l'alcool et des drogues.

41. Le ministère des Prisons et services pénitentiaires administre et met en œuvre quelques programmes de réinsertion axés sur les questions de violence familiale, de gestion de la colère et de consommation d'alcool et de drogues depuis sa création en 2016. La participation de détenus à ces programmes prenait en compte la nature du délit qu'ils avaient commis. Depuis 2016, la majorité des personnes qui ont participé à ces programmes ont été libérées et la plupart ne récidivent pas contrairement à ce qui se passait avant la mise en place du service de réinsertion.

Traite des êtres humains et exploitation de la prostitution

Ratification du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants

42. Début 2018, le Samoa a terminé l'élaboration de principes directeurs afin de renforcer la lutte contre la traite et l'exploitation des femmes et des enfants. Ces principes directeurs s'inscrivent dans le cadre des travaux du Comité de contrôle des frontières nationales. La partie 13 de la loi de 2013 relative à la criminalité a introduit de nouvelles infractions visant spécifiquement l'exploitation par la traite. Cette loi érige en infraction la traite des personnes par tromperie ou coercition et prévoit une peine d'emprisonnement de 14 ans. Elle concerne également les auteurs d'actes d'exploitation sexuelle de personnes de moins de 18 ans, y compris par le travail forcé.

43. Comme indiqué dans notre sixième rapport périodique, nous poursuivrons la ratification de tous les traités internationaux selon la priorité, compte tenu des contraintes de capacité et de ressources pour s'acquitter des obligations qui y sont stipulées. Nous effectuons une évaluation approfondie de l'adhésion du Samoa à un certain nombre de conventions relatives aux droits de l'homme, notamment de sa capacité à s'acquitter de toutes les obligations requises par chacune d'elles, telles que les exigences en matière d'établissement de rapports, les exigences législatives, financières et institutionnelles pour s'assurer qu'il est en mesure de tenir ses engagements en devenant État partie auxdites conventions. Bien que nous n'ayons pas ratifié ce Protocole sur la traite des personnes, le Samoa applique actuellement

une directive sur la gestion des crimes transnationaux de traite des êtres humains et de trafic de migrants.

44. En ce qui concerne les études sur la prévalence de la traite au Samoa, nous confirmons qu'il n'y a eu aucun signalement officiel d'actes de traite des êtres humains au Samoa. La politique sur la traite récemment finalisée indique que l'incidence de la traite des êtres humains et du trafic de migrants est faible au Samoa par rapport à d'autres régions du monde. Cependant, cela n'a pas empêché le Gouvernement d'élaborer des stratégies pour lutter contre ces crimes.

Exploitation de la prostitution, y compris les filles impliquées dans la prostitution et mesures prises ou envisagées pour remédier aux causes profondes de la prostitution

45. L'étude principale de 2016 sur la cartographie de la population du Samoa, comme indiqué précédemment, donne la situation actuelle de l'exploitation de la prostitution féminine. Le Plan stratégique de lutte contre le VIH/sida 2012-2016 élaboré par le ministère de la Santé indique que le groupe des travailleuses du sexe n'a pas de programmes spécifiques de prévention dans le secteur de la santé. Toutefois, les mesures prises par le secteur de la santé sont la fourniture de préservatifs, de lubrifiants, de vêtements et des articles sanitaires connus, les travailleuses de l'industrie du sexe qui a créé l'échantillon initial de l'Étude cartographique et comportementale multi-pays du Pacifique : vulnérabilité de populations clefs au VIH et aux IST, réalisée en 2016 au Samoa. Le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social continue de soutenir les populations vulnérables, y compris les travailleuses du sexe à travers l'incubateur des petites entreprises et le soutien aux populations vulnérables dans leur recherche d'emploi.

Informations sur les effets des mesures adoptées pour améliorer l'utilisation des contraceptifs et des services de santé sexuelle et procréative par les femmes et filles prostituées

46. Le Service national de santé (NHS) met en œuvre des services de dépistage et de conseils en matière de VIH/sida pour tous mais il n'y a pas de dépistage ciblé pour les travailleuses du sexe. La Samoa Family Health Association est la principale organisation non gouvernementale prestataire de soins de santé sexuelle et procréative.

Participation à la vie politique et à la vie publique

47. D'après le recensement de la population et des logements de 2016, 1594 femmes détiennent le titre de matai et 69 % de ces femmes participent au fonctionnement des conseils de village, 29 % de ces femmes sont représentées dans le système judiciaire. Le Rapport de suivi et évaluation de la gestion des ressources humaines 2016-2017 montre que 60 % des femmes sont à des postes de direction (PDG et directrices administratives) dans tous les ministères dépendant de l'Agence du service public et les conseils d'administration des sociétés sont composés de 24 % de femmes. La nomination à ces postes est fondée sur le mérite.

48. Le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social continue ses activités de plaidoyer et de sensibilisation dans le cadre du Plan de développement des districts afin de promouvoir la participation des femmes à la prise de décisions.

49. Comme cela a été mentionné plus haut, l'un des 21 villages interdisant aux femmes de détenir le titre de matai l'autorise désormais ; il s'agit de Satupaitea Vaega.

Ces changements ne se produisent pas du jour au lendemain, mais la combinaison d'un engagement de haut niveau et d'une réforme des lois et des politiques avec des programmes de sensibilisation permanente, des débats et une approche communautaire de ces questions peut donner des résultats positifs.

50. Traditionnellement au Samoa, la structure de gouvernance des administrations locales (villages traditionnels) est globale et s'applique de façon générale à tous les villages traditionnels. En substance, elle met clairement en évidence les pouvoirs et rôles des diverses institutions de la société samoane. Les femmes et les hommes qui détiennent le titre de matai constituent collectivement l'autorité suprême, à savoir le conseil de village, dans les villages traditionnels samoans. Le comité des femmes est composé traditionnellement des épouses, des sœurs et des filles des chefs, ainsi que des autres femmes. Leur rôle consiste à organiser le centre de santé du village, à veiller aux conditions d'hygiène et à la propreté, à collecter des fonds pour les infrastructures communautaires telles que les écoles et les centres de santé, et à organiser et participer aux projets de développement générateurs de revenus.

Éducation

Informations sur le taux d'abandon scolaire des filles pour cause de grossesse

51. La politique nationale de sécurité à l'école vise à fournir un environnement d'apprentissage positif à tous les élèves et étudiants. Elle comprend des dispositions visant à empêcher les élèves enceintes d'être expulsées, à leur assurer pendant leur grossesse un soutien sans réserve de l'école, ainsi qu'à leur famille, et à garantir leur réintégration à l'école après leur accouchement.

52. Des difficultés subsistent à cause de l'absence de collecte de données sur le taux d'abandon scolaire des filles pour cause de grossesse et sur le pourcentage de filles qui retournent à l'école après l'accouchement. Bien qu'il existe des données ventilées pour les taux d'abandon scolaire aux niveaux primaire et secondaire, il n'y a pas de données recueillies sur les raisons pour lesquelles les élèves quittent l'école.

53. L'une des mesures qui ont été prises est le lancement de programmes de sensibilisation comme indiqué dans le rapport. Certains des programmes d'éducation du public qui ont été mis en œuvre par le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social mettent également l'accent sur la santé sexuelle et procréative, notamment les programmes destinés aux mères adolescentes, aux mères et aux filles. Ils ont été mis en place pour créer un cadre d'apprentissage permettant aux parents d'aborder des questions sensibles en toute sécurité avec leurs filles et leurs fils.

Informations sur les effets de la politique nationale d'école sûre qui vise à réduire les cas de violences et de harcèlement sexuels

54. La politique nationale sur la sécurité dans les écoles administrée par le ministère de l'Éducation, des sports et de la culture a été lancée en 2017. Il est encore trop tôt pour mesurer les effets de cette politique et recueillir des données sur les cas de violences et de harcèlement sexuels.

État d'avancement et logique du projet de loi proposé par le ministère de l'Éducation, des sports et de la culture visant à réintroduire les châtiments corporels dans les établissements scolaires

55. En ce qui concerne la question de la réintroduction des châtiments corporels dans les écoles, le ministère de l'Éducation a présenté un projet de loi au Parlement du Samoa durant sa session de juin de cette année visant à modifier la législation en matière d'éducation, et plus précisément la « Section 23 – Discipline ».

L'amendement ne propose aucune modification autorisant les châtements corporels comme sanction disciplinaire.

56. La proposition d'amendement est justifiée par la nécessité de résoudre le problème des bagarres dans les écoles et entre les écoles secondaires. L'objectif de cet amendement est de donner aux enseignants l'autorisation de faire un usage raisonnable de la force pour mettre fin aux bagarres entre élèves, c'est le seul cas où cette disposition est applicable. Par conséquent, le recours aux châtements corporels comme sanctions disciplinaires reste interdit. Le projet de loi est actuellement examiné par la Commission parlementaire pour le développement social, des consultations nationales étant organisées avec les parties prenantes.

Éducation sexuelle complète dans les établissements scolaires

57. L'introduction d'une éducation sexuelle complète dans les écoles est une question très délicate dans la mesure où elle concerne les jeunes élèves. La manière dont les enseignants peuvent l'aborder dans les meilleures conditions dans les écoles est à l'étude. En outre, le ministère de la Santé, la Samoa Family Health Association, la Croix-Rouge Samoa, le ministère de la Femme, en collaboration avec le FNUAP et certains de ses principaux partenaires et parties prenantes ont mis en œuvre des programmes de sensibilisation sur les questions de santé sexuelle et procréative. Ces programmes visent à promouvoir la sensibilisation et l'éducation sur les services disponibles pour répondre aux besoins et à fournir aux parents et aux jeunes filles un lieu sécurisé pour parler des questions sensibles qui les concernent eux et leurs familles.

Emploi

Informations à jour sur la prolongation du congé de maternité dans le secteur privé, pour qu'il soit sur un pied d'égalité avec le secteur public

58. La loi de 2013 relative à l'emploi et aux relations de travail promeut les droits des femmes à l'emploi, à l'égalité de rémunération, au congé de maternité et à la protection contre la discrimination et le harcèlement sur le lieu de travail. Cette loi est encore en cours d'examen. La phase 1 du processus d'examen de la loi a eu lieu d'avril à juin 2018. Au total, 25 organisations parties prenantes ont été consultées sur les points forts et les domaines à améliorer. Le rapport de la phase 1 a été établi et approuvé par le Samoa National Tripartite Forum (SNTF). Actuellement, il est en cours d'examen et devra recevoir l'aval du cabinet pour que le ministère puisse passer à la phase 2. Selon les prévisions, un projet d'examen de la loi devrait être prêt d'ici la fin de l'exercice 2018/2019.

Autres mesures pour aider à financer les congés de maternité dans le secteur privé

59. Il y a eu des discussions au sein du SNTF concernant le congé de maternité et le forum a examiné les principales questions soulevées par le secteur privé à cet égard. Par exemple, les employeurs sont préoccupés par l'idée de prolonger la durée du congé de maternité dans le secteur privé sur un pied d'égalité avec le secteur public, en raison des contraintes financières et de ressources. Toutefois, il est prévu que ce débat sera traité en profondeur dans l'examen de la loi, qui devrait s'achever à la fin de l'exercice 2018/2019.

Informations sur les mesures spéciales prises pour améliorer le taux d'emploi des femmes et remédier à la ségrégation des emplois

60. La réglementation de 2016 relative à l'emploi et aux relations de travail comporte une disposition sur l'emploi des femmes et des enfants, qui interdit la

discrimination à l'égard des femmes et des enfants sur le lieu de travail, et prévoit des améliorations concernant leur recrutement. Il y a eu des progrès en ce qui concerne l'inclusion des femmes dans la réglementation relative à l'emploi et aux relations de travail. En outre, le ministère du Travail, du commerce et de l'industrie effectue régulièrement des visites dans les secteurs public et privé pour contrôler le nombre d'hommes et de femmes employés, et il n'a pas constaté d'écarts notables à cet égard. Le ministère du Travail, du commerce et de l'industrie n'a à ce jour reçu aucune forme de réclamation en ce qui concerne la ségrégation des emplois sur le lieu de travail.

Informations sur les mesures prises pour garantir l'application du principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale en droit et en fait

61. Plusieurs débats ont eu lieu auparavant au sein du ministère de la Condition de la femme et du développement local et social en ce qui concerne le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, en particulier sur les salaires représentatifs des femmes et des hommes. La politique Sui o Nuu (SN) et Sui o Tamaitai o Nuu (STN) est actuellement en cours d'examen et comprend une disposition visant à assurer l'égalité entre les salaires des hommes et des femmes. En 2016, le salaire bimensuel des femmes a augmenté, passant de 150 à 200 USD, tandis que celui des hommes est resté à 250 USD.

62. En outre, la vérification des demandes d'emploi par la Commission du service public dans le cadre de la loi de 2004 sur la fonction publique, repose sur les qualifications des candidats par rapport aux conditions exigées pour un poste, c'est-à-dire sur le mérite.

Informations sur les mesures prises pour favoriser le partage équitable des responsabilités entre les hommes et les femmes dans les foyers, afin d'augmenter la participation des femmes au marché du travail

63. Même si l'amélioration du partage équitable des responsabilités entre les hommes et les femmes dans les foyers afin d'accroître la participation des femmes au marché du travail est un indicateur de haut niveau dans le Plan sectoriel communautaire 2016-2021, les activités qui permettent cette amélioration sont réparties entre différents secteurs et ministères. L'objectif du ministère de la Condition de la femme et du développement local et social est de changer les attitudes pour obtenir un changement dans les comportements dans plusieurs domaines. Le ministère continue de mettre l'accent sur le développement économique et l'autonomisation des femmes, et l'évolution des mentalités et des comportements liés au pouvoir et au contrôle dans la violence à l'égard des femmes.

Lacunes en matière de protection contre le harcèlement sexuel dans le secteur privé et fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour les combler

64. Une définition du « harcèlement » a été proposée pour le projet de loi sur la fonction publique à la section 19 du code de conduite. Il s'agit de clarifier l'article 19(c) de la loi qui mentionne le « harcèlement ». La définition proposée précise ce qu'on entend par comportement à connotation sexuelle. Les rapports trimestriels que la Commission du service public collecte auprès de tous les ministères relevant de sa compétence contiennent une section sur les violations du code de conduite. À ce jour, aucun cas de harcèlement sexuel n'a été signalé dans ces rapports trimestriels.

65. Le SNTF recommande que la protection contre le harcèlement sexuel dans le secteur privé soit traitée de manière détaillée dans l'examen de la loi relative à l'emploi et aux relations de travail. Cette loi comprendra une disposition complète sur le harcèlement.

Santé

Informations sur le taux de mortalité maternelle

66. D'après le recensement national 2011 – 2016, le taux de mortalité maternelle a augmenté de 10 % pour 100 000 naissances vivantes, le nombre étant passé de 40,2 à 51 pour 100 000 naissances vivantes.

Informations sur l'accès des femmes aux services de santé de base, y compris les soins obstétricaux essentiels et les services de santé sexuelle et procréative

67. L'accès des femmes aux services de santé de base est principalement fourni par les services de santé privés, les établissements de soins de santé primaires et secondaires, c'est-à-dire les praticiens privés, les établissements de santé publics tels que les hôpitaux nationaux et de district, les centres de santé communautaires et les dispensaires mobiles gérés par le personnel infirmier communautaire et des organisations non gouvernementales comme la Samoa Family Health Association (SFHA). Les soins obstétricaux et gynécologiques sont fournis par des dispensaires spécialisés au niveau national et dans les hôpitaux de district, des praticiens privés, des centres de santé communautaires, ainsi que par des dispensaires mobiles administrés par le personnel infirmier communautaire et la SFHA.

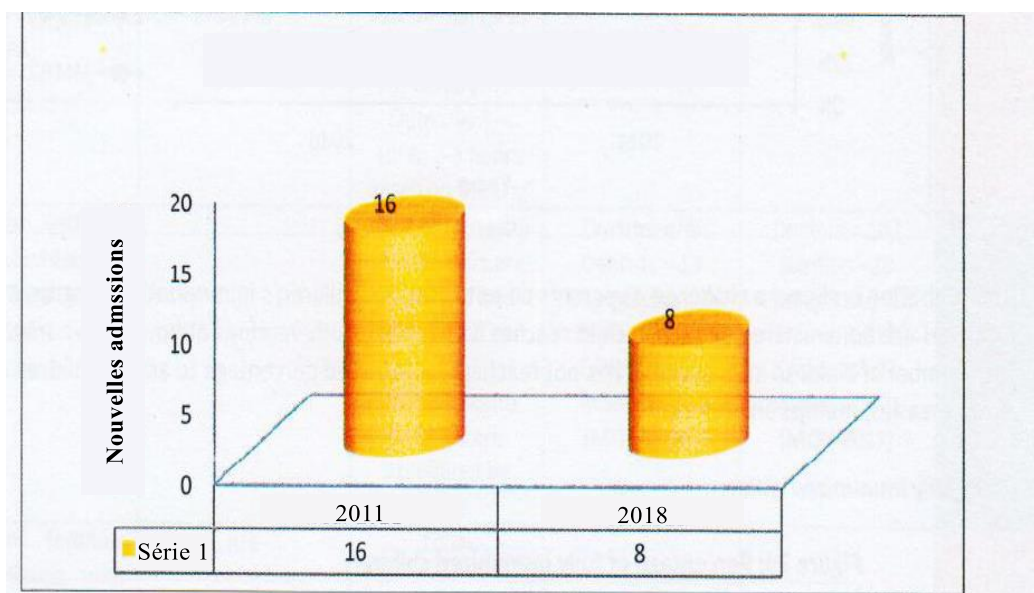
68. Les services de santé sexuelle et procréative sont fournis par le Service national de santé dans les hôpitaux nationaux, les hôpitaux de district et les centres de santé communautaires. Généralement, les services de planification familiale sont fournis par des centres de consultation privés et des organisations non gouvernementales, le ministère de la Santé se chargeant du suivi et de l'évaluation de ces services. Ces centres de consultation privés et organisations non gouvernementales ont pris totalement en charge les services de planification familiale en étroite collaboration avec le Service national de santé. La SFHA est la seule organisation non gouvernementale prestataire de soins de santé spécialisés dans la santé sexuelle et procréative qui offre un éventail de services comprenant la planification familiale, les soins prénatals, les infections sexuellement transmissibles, les services de conseil, d'orientation et de santé générale dans ses principaux centres ainsi que dans des dispensaires mobiles dans les zones rurales et les établissements pénitentiaires. Les données à jour de la SFHA indiquent qu'entre avril 2017 et décembre 2017, le nombre de femmes qui ont consulté dans ses dispensaires mobiles a été de 2050 et 483 jeunes au total ont utilisé son service portes ouvertes Youth Friendly.

Informations sur la prévalence du cancer du col de l'utérus et du sein et les mesures prises pour les empêcher

69. Les services de santé communautaires intégrés qui sont les soins de santé primaire fournissent essentiellement des services polyvalents au niveau local et comprennent des centres de santé ruraux et des dispensaires, des services de santé dans les écoles, les comités de femmes dans les villages, les soins à domicile et les services d'accouchement traditionnel.

70. Les informations obtenues grâce à l'examen sectoriel complet effectué en 2018 par le ministère de la Santé donnent les chiffres ci-après pour la prévalence du cancer du col de l'utérus.

Figure 36
Prévalence et incidence du cancer du col de l'utérus chez les femmes âgées de 20 ans et plus



Note : Le cancer du col de l'utérus est en baisse comme indiqué à la figure 36. Les chiffres de 2011 faisaient état de 16 cas. En 2016, leur nombre est passé à 8.

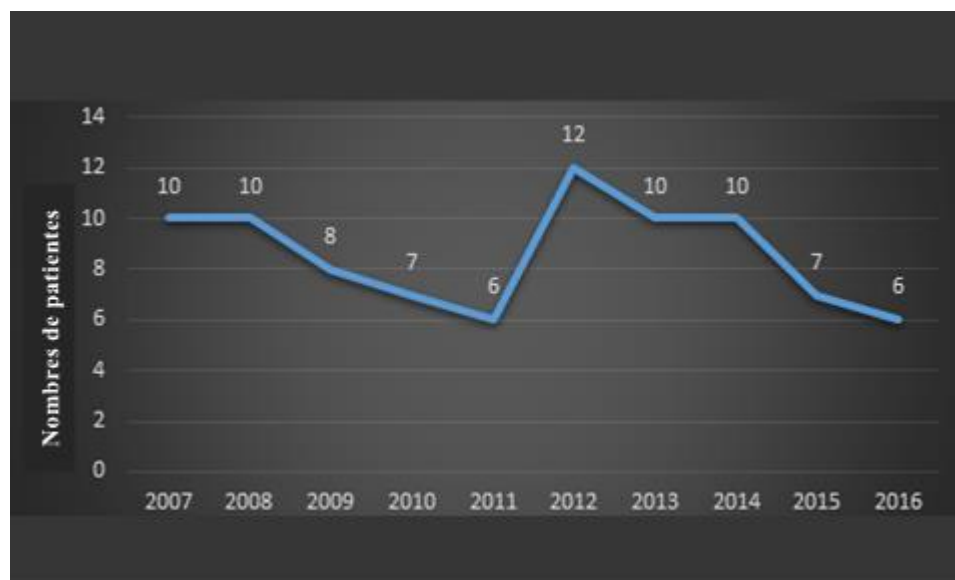
71. Les services de dépistage et de traitement du cancer sont fournis par le Service de santé national au niveau local et à l'étranger pour les traitements plus lourds, avec l'accord des pouvoirs publics du Samoa et l'appui de la Samoa Cancer Society. Les informations ci-dessus montrent une diminution du nombre de cas de cancer du col de l'utérus, mais il se peut que cette information ne reflète pas fidèlement la réalité, à savoir que le cancer du col de l'utérus ne diminue pas grâce à l'amélioration du dépistage ou des traitements. Les chiffres sont faibles car les femmes ne consultent pas et il n'y a pas de programme de frottis de dépistage permettant d'établir des statistiques. Les femmes qui se présentent avec un cancer du col de l'utérus au Service national de santé et à la Samoa Cancer Society sont déjà à un stade très avancé de leur maladie. En l'absence d'un registre des cancers, il est difficile de déterminer les véritables prévalence et incidence de n'importe quel type de cancer lorsqu'on utilise un système PATIS d'informations sur la santé inefficace. Le Service national de santé offre des services de dépistage primaire, notamment des mammographies, mais des problèmes persistent comme mentionné ci-dessus pour les patientes atteintes de cancer.

72. Les données reposent uniquement sur les nouvelles admissions à l'hôpital et ne doivent pas être prises comme une indication d'une diminution du nombre de cancers du col de l'utérus au Samoa. L'incidence du cancer du col de l'utérus chez les femmes samoanes est de 15,2/100 000. (Source : Obel et consorts (2014) *Asian Pacific Journal Cancer Prev* 15 (21), 9433-9437)

73. Selon le document d'orientation sur le cancer du col de l'utérus du ministère de la Santé, les données récentes placent ce type de cancer dans les « trois principaux » types de cancer diagnostiqués chez les samoanes (cancer du sein, de l'utérus et du col de l'utérus). (Source : *programme de prévention et de lutte contre le cancer du col de l'utérus, document d'orientation du ministère de la Santé, 2014*)

74. Le graphique ci-après présente les données compilées à partir des archives sur le cancer du col de l'utérus. Elles proviennent des résultats d'analyse des tissus histologiques (diagnostic) pour la période 2007 à 2016 du Laboratoire du Service national de santé.

Données du cancer du col de l'utérus pour 2007-2016



Source : NHS histology results.

Informations à jour sur les taux de suicide

75. Le dernier rapport annuel du ministère de la Santé 2016 – 2017 indique une diminution du nombre de suicides, qui est passé de 23 en 2015 à 19 en 2016.

Informations à jour sur la disponibilité des services de santé mentale, y compris les services de conseils en matière de violence sexiste

76. Il existe un service de santé mentale à l'hôpital national. Les personnes qui consultent viennent pour la plupart spontanément ou sont envoyées par d'autres médecins. Goshen Trust Services est un centre privé de réadaptation des malades mentaux qui accueille les patients envoyés par le service de santé mentale de l'hôpital national, mais également quelques patients qui se présentent spontanément.

Vie économique et sociale

Informations à jour sur les mesures prises pour garantir l'accès de toutes les femmes, y compris les femmes « nofotane » (femmes qui vivent dans le village de leur époux), à des prêts bancaires, prêts hypothécaires et autres formes de crédit financier, et sur les effets de ces mesures

77. Le programme d'instruments de microfinancement, mis en place par la Banque samoane de développement en collaboration avec le ministère de la Condition de la femme et du développement communautaire et social, a été examiné en 2016. Ce programme permet aux femmes d'avoir accès aux prêts bancaires, aux prêts hypothécaires et à d'autres formes de crédit financier. Les résultats de l'examen ont permis à la Banque samoane de développement de mettre au point un nouveau système de crédit pour les femmes et les jeunes, qui est actuellement mis en œuvre. Elle l'a piloté à Savaii, en offrant des programmes de sensibilisation et des formations

à la gestion financière, en collaboration avec la Banque centrale du Samoa (CBS). À ce jour, le nouveau système a un total de 778 bénéficiaires formés à la gestion financière, dont 558 femmes. La Banque samoane de développement poursuivra ce programme à Upolu dans un avenir proche.

78. En outre, la formation sur les sources de revenus des femmes nofotane sans emploi dans le cadre du projet de deux ans du Groupe samoan de soutien aux victimes avec l'appui financier du Fonds d'ONU-Femmes pour l'égalité des sexes 2016-2018, comprenait un volet de gestion financière de base.

79. À la fin du projet le 31 juillet 2018, près de 5 000 femmes nofotane sans emploi avaient reçu une formation sur les compétences pratiques, et 500 d'entre elles avaient créé des entreprises, le programme ayant ainsi bénéficié à 237 villages.

80. Même si des changements ont été constatés dans la vie des femmes nofotane ayant bénéficié de ce programme, notamment dans leur participation aux affaires familiales, la prise de décisions dans les villages (par l'intermédiaire des comités des femmes), la réussite de leurs enfants à l'école et leur capacité à contribuer aux manifestations communautaires organisées par les villages et les églises, ils ont tendance à être peu durables pour les femmes établies à leur compte depuis peu.

81. Cela s'explique par les critères stricts appliqués le plus souvent au microfinancement des opportunités disponibles, ce qui fait qu'il est difficile pour ces femmes d'obtenir des crédits financiers ou de bénéficier de prêts bancaires.

82. Même le mécanisme de financement proposé par les pouvoirs publics par l'intermédiaire de la Banque de développement du Samoa (microcrédit) en collaboration avec le ministère de la Femme n'a pas été en mesure de donner aux femmes un accès au crédit financier. Le programme de prêts de microfinancement est en cours d'examen.

83. Le Groupe samoan de soutien aux victimes a été appuyé par les institutions financières locales, à savoir la Banque du Sud Pacifique (BSP) et la Banque commerciale du Samoa (SCB). Ces institutions ont organisé des formations pour les femmes nofotane sur les notions d'épargne de base et idées de budgétisation, en les encourageant à ouvrir des comptes bancaires. Certaines des femmes nofotane ayant créé des entreprises ont ouvert des comptes d'épargne à la BSP et à la SCB, ce qui leur permettra à terme de demander de petits prêts.

84. Le Groupe samoan de soutien aux victimes a distribué des séries de brochures pour améliorer la compréhension des participants sur les sujets suivants : 1. Faire des économies ; 2. Emprunter de l'argent ; 3. Gérer son argent ; et 4. Dépenser son argent.

Femmes rurales

Femmes « nofotane » et instances de décision des villages

85. Au cours de la première année du projet de deux ans avec les femmes nofotane, 536 représentantes de village ont été formées pour promouvoir l'appui au projet. Elles ont à leur tour recueilli le soutien de 1 550 chefs de village qui ont continué à promouvoir l'autonomisation économique des femmes nofotane dans les villages.

86. La stratégie visant à faire changer les mentalités des chefs de village concernant les problèmes d'égalité des sexes auxquels se heurtent les femmes nofotane s'appuie sur les représentantes des villages formées par le Groupe samoan de soutien aux victimes. Ce projet a fait les gros titres dans les médias locaux, par exemple lorsqu'il a fait l'objet de discussions au Parlement, lors du forum des responsables publics du Samoa et lorsque les grands chefs représentant les conseils de village (autorités locales) ont fait des déclarations publiques dans les médias locaux pour soutenir le

projet et présenté les changements en cours dans leurs villages concernant le traitement des femmes nofotane.

87. Ce projet a eu les résultats suivants, entre autres :

6 des villages de Savaii interdisent désormais l'utilisation du mot nofotane pour désigner les femmes mariées dans le village. Toutes les femmes (y compris les nofotane) de ces 6 villages sont désormais appelées simplement « femmes » ;

3 des villages d'Upolu intègrent désormais les femmes nofotane dans leur comité de femmes, ce qui n'a jamais été le cas avant le projet ;

En tout, sur les 182 villages concernés par le projet la première année, grâce à la sensibilisation des chefs de villages, 77 % ou 140 villages ont indiqué qu'ils avaient constaté des changements, dont certains ont été mentionnés ci-dessus. La majorité de ces villages se trouvent dans les zones rurales d'Upolu et de Savaii. Les autres, soit 23 % ou 41 villages, sont pour la plupart situés dans la zone urbaine d'Apia à Upolu, où la modernisation a beaucoup d'influence sur les conseils de village et le mode de vie traditionnel.

88. Ces changements ont été constatés par le Fonds pour l'égalité des sexes d'ONU-Femmes dans son rapport annuel 2016 :

Les femmes nofotane du Samoa affirment leurs droits et leur indépendance : <http://www.unwomen.org/en/news/stories/2017/10/feature-samoa-nofotane-women-assert-their-rights-and-independence> ;

Les décideurs dans les villages prennent position pour les femmes « nofotane » au Samoa : <http://asiapacific.unwomen.org/en/news-and-events/stories/2017/07/makers-take-a-stand-for-samoas-nofotane-women>.

Mesures adoptées pour répondre aux préoccupations exprimées précédemment par le Comité face au grand nombre de coutumes et de pratiques traditionnelles discriminatoires qui empêchent les femmes rurales d'hériter ou de devenir propriétaires de terres et d'autres biens

89. Si une femme hérite des titres et des terres ou des biens de sa famille, elle a droit au titre de matail et à la propriété des terres et autres biens. Cela s'applique également aux femmes nofotane qui héritent des titres héréditaires de leur conjoint.

Groupes de femmes défavorisées

Renseignements sur la situation des femmes handicapées, des ménages dirigés par une femme, des femmes âgées et des femmes homosexuelles, bisexuelles, transgenres et intersexuées

90. La situation des femmes handicapées est bien décrite dans la « Monographie du handicap au Samoa en 2018 » qui a été publiée en août 2018. Ce rapport constate des disparités importantes dans l'éducation et les activités économiques. Même si aucune disparité évidente n'a été constatée en ce qui concerne les conditions de vie, des données spécifiques supplémentaires doivent être recueillies pour une véritable analyse. Le nombre de ménages dirigés par une femme représente 48 % du nombre total de ménages, comme indiqué dans le recensement de 2016 (95 087 des 195 979 ménages). Le nombre de femmes transgenres (faafafine) a augmenté au fil des ans à mesure que le niveau d'acceptation par la communauté en général a augmenté. La Samoa Faafafine Association est un groupe bien connu et établi qui défend avec force les droits des transgenres.

Informations sur l'état d'avancement et les effets de l'initiative pour les enfants samoans lancée en décembre 2016

91. L'initiative en faveur des enfants samoans qui travaillent comme vendeurs se poursuit auprès de certaines des familles les plus vulnérables. Ce programme fournit un soutien social aux familles qui dépendent des revenus apportés par les enfants vendeurs. Ces familles sont toutes issues de milieux socioéconomiques défavorisés, et ont peu ou pas d'aide sociale ou de famille élargie pour aider à l'éducation des enfants. Dans un premier temps, le programme a commencé avec 10 familles en décembre 2016 mais seulement 6 ont continué de participer au programme en 2017. Le programme a été prolongé début 2018 et actuellement 17 familles avec 30 enfants y participent. Il cible principalement les parents et vise à changer leurs mentalités, renforcer la parentalité positive, leur donner accès à la planification familiale et des perspectives économiques de création de petites entreprises ou d'emplois dans le secteur formel. Les familles sont confrontées à un certain nombre de difficultés sociales telles que la mésentente avec leur famille élargie, le fait d'être frappées d'ostracisme dans leur contexte local et la stigmatisation par la population pour ne citer que quelques exemples. Le ministère examine actuellement le déroulement et la méthodologie du programme, ainsi que la voie à suivre pour la phase suivante.

Informations sur l'état d'avancement de l'examen de la compatibilité des lois nationales avec la Convention en ce qui concerne la protection des femmes et des filles handicapées contre la stérilisation forcée

92. Il n'y a pas de problème de « stérilisation forcée » des femmes handicapées au Samoa. Les informations données dans la Monographie du handicap au Samoa en 2018 montrent que l'âge moyen au premier enfant pour les femmes avec et sans handicap est le même, soit 22 ans, le nombre moyen de naissances vivantes varie légèrement, soit 2,1 enfants pour les femmes non handicapées contre 1,6 enfants pour les femmes handicapées. Cependant les données semblent indiquer qu'un plus grand nombre de femmes handicapées auraient des enfants hors mariage.

Mariage et relations familiales

Informations à jour sur l'état de l'application des recommandations formulées par la Commission de la réforme législative du Samoa visant à rendre la législation de l'État partie conforme à l'article 16 de la Convention

93. Les recommandations faites par la Commission de la réforme législative du Samoa (également mentionnées dans les réponses au paragraphe 1) ont été présentées au Parlement. Elles préconisent l'introduction d'une terminologie non sexiste dans la législation relative à l'entretien et à la pension alimentaire du conjoint lors de la dissolution du mariage et l'harmonisation de l'âge minimum du mariage à 18 ans, tant pour les femmes que pour les hommes.

94. Les propositions de modifications de l'ordonnance de 1961 sur le mariage concernent les dispositions pertinentes de cette loi (art. 9 et 10) et prévoient un âge minimum pour le mariage applicable aux hommes et aux femmes sur un pied d'égalité (18 ans) et le même âge de consentement au mariage pour les hommes comme pour les femmes (21 ans). Le projet de dispositions de ces modifications a également été proposé aux ministères pour qu'ils l'adoptent à leur convenance.

95. L'examen 2017-2018 de la structure de lois par la Commission de la réforme législative du Samoa a mis en évidence la nécessité d'actualiser et peut-être de regrouper les lois sur la famille du Samoa, en plaidant en faveur d'une terminologie non sexiste dans ces réformes.

Informations sur les mesures prises pour lutter contre l'abandon d'enfants nés hors mariage

96. En ce qui concerne les mesures prises pour lutter contre l'abandon des enfants nés hors mariage en raison d'attitudes négatives et de la stigmatisation par la famille et la communauté, ainsi que des pressions exercées sur les femmes, le ministère de la Justice et de l'administration des tribunaux a constaté que les textes de loi en vigueur (Loi sur les pensions alimentaires et la paternité de 1967, Ordonnance de 1961 sur les enfants) ne sont pas discriminatoires à l'égard des mères ayant des enfants en dehors du mariage et des enfants nés hors mariage. Les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou en dehors, sont tous traités de la même manière et bénéficient des mêmes services et droits en vertu de la loi. Les services dispensés par le ministère de la Justice et de l'administration des tribunaux s'adressent à tous et pas seulement aux couples mariés et aux enfants nés dans le mariage. L'Ordonnance de 1961 sur les enfants comprend des dispositions légales pour la protection des enfants et la répression de la maltraitance et de la négligence à l'égard des enfants. Elle dispose que le tribunal et le ministère de la Police sont habilités à désigner un agent de protection de l'enfance qui possède les aptitudes nécessaires et offre des garanties suffisantes pour la protection d'un enfant.

97. Le Groupe samoan de soutien aux victimes propose trois services pour lutter contre l'abandon des enfants nés hors mariage et soutenir les mères confrontées à cette situation : 1) Ligne d'assistance téléphonique, ouverte en 2013. Elle a permis à des membres de la famille ou à des personnes concernées de la communauté de signaler de manière anonyme des femmes ou des filles enceintes hors mariage qui avaient besoin d'aide. 2) Centre d'hébergement – le Campus de l'espoir. Le Campus de l'espoir comprend 6 bâtiments et un bâtiment supplémentaire est prévu pour les enfants handicapés. Tous les enfants ont accès à l'École de l'espoir sur le Campus. Trois de ces bâtiments accueillent des femmes, des filles et leurs enfants nés hors mariage.

98. La Maison des bénédictions est un lieu d'hébergement où les bébés de moins de 3 ans sont élevés dans un environnement sûr. La majorité des enfants qui sont accueillis dans cette pouponnière sont nés de jeunes filles victimes de viol ou qui ont abandonné leurs enfants nés hors mariage. Ce centre comporte une unité de mise en quarantaine et un dispensaire. Le centre d'hébergement Lueur d'espoir a été spécialement construit pour accueillir les femmes enceintes victimes de viol ou non mariées qui ont été chassées par leur famille. Il propose des chambres dans un dispensaire privé pour les examens réguliers tout en évitant aux femmes et aux filles enceintes d'avoir à consulter dans des hôpitaux publics. Le Groupe samoan de soutien aux victimes a également sa propre ambulance, qui est un don provenant de Queensland en Australie et lui permet de transporter les femmes et les filles enceintes vers les hôpitaux pour leur accouchement.

99. L'école située dans le Campus de l'espoir permet à tous les enfants, y compris les filles et les jeunes femmes enceintes, de poursuivre leurs études à l'abri des regards du public. Les salaires des enseignants sont financés par les autorités du Samoa.

100. Le problème de la stigmatisation dont sont victimes les femmes qui ont des enfants nés hors mariage reste cependant une question sociétale. Nous devons lutter contre cette discrimination et renforcer encore notre travail de sensibilisation. Le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social (MWCSO) et ses partenaires continuent d'aborder ces questions dans le cadre de leurs activités de sensibilisation pour mettre fin à la stigmatisation et aux stéréotypes négatifs à l'égard des jeunes mères et des femmes ayant des enfants hors mariage. Ils encouragent les femmes et améliorent leur autonomie en les informant sur leurs droits,

la santé sexuelle et procréative, la parentalité positive et les soins appropriés aux enfants, ainsi que sur les services d'aide à leur disposition.

Informations sur les dispositions juridiques relatives aux pensions alimentaires et sur leur application

101. Lorsqu'un enfant naît hors mariage et la mère ou le père ne s'en occupe pas, ou ne peut pas s'en occuper, un proche ou un membre de la communauté peut adopter l'enfant ou assumer le rôle d'aidant familial. Dans certains cas, la mère d'un enfant né hors mariage est mineure et victime d'une agression sexuelle, d'un viol ou d'un inceste. Souvent, ces cas sont signalés au Groupe samoan de soutien aux victimes qui porte assistance aux victimes et à leurs enfants.

102. Les dispositions juridiques relatives aux pensions alimentaires sont définies dans la Loi sur les pensions alimentaires et la paternité de 1967 : Partie 5 - Entretien des enfants. En ce qui concerne l'application de la loi, le ministère de la Justice et de l'administration des tribunaux a indiqué que ses agents effectuaient des visites pour contrôler si les décisions des tribunaux relatives aux pensions alimentaires étaient bien respectées par les parents concernés. Si un parent ne respecte pas la décision du tribunal, ce dernier commencera par lui envoyer une lettre de rappel pour les sommes dues ou les arriérés en lui donnant un délai de 14 jours pour qu'il effectue le paiement. S'il n'obtempère pas, une demande de mandat d'arrêt sera délivrée. Le parent sera poursuivi pour « désobéissance » et condamné en conséquence par le tribunal.

Réduction des risques de catastrophe et changements climatiques

Informations à jour sur le pourcentage de villages de l'État partie qui ont adopté des plans d'action sur la gestion des changements climatiques et des risques de catastrophe avec la participation active des femmes

103. La section sur la préparation à l'échelle locale de l'Organisme de gestion des catastrophes a mis en œuvre, dans le cadre de son Programme communautaire de gestion des risques liés aux catastrophes et aux changements climatiques, 52 sur 348 plans d'action de gestion des risques de catastrophe dans les villages, ce qui correspond environ à 14 % de l'ensemble du pays. À l'heure actuelle, l'Organisme de gestion des catastrophes met en œuvre ces programmes dans d'autres villages.

Façon dont une démarche tenant compte de la problématique hommes-femmes a été intégrée dans ces plans

104. La prise en compte de la problématique femmes-hommes a fait partie du travail communautaire de préparation aux catastrophes, plus particulièrement pour le Programme communautaire de gestion des risques liés aux catastrophes et aux changements climatiques. L'inclusion des femmes dans la gouvernance, l'élaboration de politiques et la mise en œuvre des activités prévues dans les plans d'action est prise en considération et encouragée. Il est à espérer que l'évolution de ces rôles qui sont mis en place dans le cadre de projets sera intégrée dans les activités locales, garantissant ainsi leur durabilité et leur longévité, même après la fin des projets.

105. Parmi les meilleures pratiques observées, les femmes ont pleinement assumé la responsabilité de la coordination et de la planification des activités des équipes d'intervention des villages, par exemple les équipes de coordination des secours et de gestion des abris. Les femmes ont pris l'initiative de gérer les activités pour lesquelles elles ont été formées au niveau des villages dans le cadre du Programme communautaire de gestion des risques liés aux catastrophes et aux changements climatiques, en organisant des programmes de manière coordonnée par exemple pour la prise en charge des personnes les plus vulnérables, à savoir les personnes

handicapées, les femmes enceintes, les personnes âgées et les enfants dans les abris accueillant les personnes évacuées.

Politique nationale sur la gestion des changements climatiques et des risques de catastrophe et intégration d'une démarche tenant compte de la problématique femmes-hommes

106. Nous avons lancé une politique nationale de lutte contre les changements climatiques (NPCC) en 2007. Cette politique a été examinée en 2014-2015 et plus particulièrement l'état d'avancement de sa mise en œuvre, ses points forts, ses lacunes et les problèmes recensés. Des recommandations ont également été formulées. Un projet de loi sur les changements climatiques a été élaboré sur la base de l'une des recommandations de l'examen de la politique NPCC. Il portera principalement sur les modalités de gouvernance, le rôle de mobilisation (nationale et internationale), les responsabilités en matière de coordination, l'établissement des rapports, le suivi et l'évaluation et les questions d'approvisionnement.

107. Il existe actuellement un plan d'action national pour la gestion des risques de catastrophe qui est harmonisé avec le Plan national de gestion des catastrophes (NDMP) et le Plan sectoriel national de protection de l'environnement (NESP), entre autres. Ce plan d'action met l'accent sur l'élaboration de politiques de gestion des risques de catastrophe prenant en compte la problématique femmes-hommes et les besoins des groupes vulnérables.

108. Un outil de suivi et de généralisation a également été élaboré dans le cadre du plan NDMP, dans lequel l'Organisme de gestion des catastrophes prône la prise en compte de la gestion des risques de catastrophe, la problématique femmes-hommes, l'évaluation de la capacité d'accueil et les personnes handicapées dans les plans sectoriels et les intègre dans toutes les politiques publiques. Cet outil a permis à l'Organisme de gestion des catastrophes de suivre et de déterminer les données de référence concernant la situation des plans et des activités en matière de généralisation de la gestion des risques de catastrophe et d'évaluation de la capacité d'accueil.

109. En outre, une politique de problématique femmes-hommes dans la gestion des risques de catastrophe mettant l'accent sur l'égalité entre les femmes et les hommes est mise en œuvre afin de veiller à ce que les femmes participent à toutes les phases de la gestion des risques de catastrophe. Cette politique a été élaborée pour aider et appuyer les secteurs à examiner la prise en compte de la problématique femmes-hommes comme l'un des aspects centraux de leurs plans. Une politique analogue a été élaborée pour les personnes handicapées.

110. Le Gouvernement, avec l'appui 'un financement d'un partenaire, a veillé à ce que les délégations participant aux réunions sur les changements climatiques comprennent un représentant supplémentaire (récemment du ministère des Ressources naturelles et de l'environnement et du ministère de la Condition de la femme et du développement local et social) chargé de mettre l'accent sur les questions d'égalité des sexes.

Collecte de données

Informations sur l'utilisation de ces données en tant que base pour mesurer l'application des politiques et mesures législatives de promotion de la femme actuelles et futures

111. Le Bureau de statistique du Samoa a mis la dernière main à un projet de document final intitulé : *Projet de déclaration « Piloter une politique avec des données afin que personne ne soit laissé de côté »*. Les données qui ont été fournies ont été très utiles pour améliorer les politiques et les mesures législatives actuelles. Les

données et les statistiques aideront à finaliser par exemple notre plan national de mise en œuvre du mécanisme national d'élaboration des rapports et de suivi. Ce mécanisme permettra de préparer les rapports et de suivre et soutenir les travaux de l'équipe spéciale. Le Bureau de statistique samoan fait de nombreux efforts pour collecter les données pertinentes qui peuvent aider à suivre et à examiner non seulement les plans et les politiques nationaux, mais également nos obligations internationales.

112. Le ministère de la Justice et de l'administration des tribunaux a noté que tout a été mis en œuvre pour que les lois actuelles ne soient pas discriminatoires à l'égard des femmes et des filles, et des mesures ont été prises pour revoir la législation afin de s'assurer qu'elle soit conforme et en harmonie avec les accords internationaux que le Samoa a ratifiés et auxquels il a adhéré.

113. Le contrôle du respect des dispositions de la Convention effectué par la Commission de la réforme législative en 2016 a donné lieu à des recommandations en vue d'améliorer la législation actuelle pour faire en sorte que les femmes et les filles ne soient pas victimes de discrimination et jouissent de l'égalité des chances et de leurs droits fondamentaux dans tous les aspects de la vie. La Commission de la réforme législative attend actuellement des directives du Parlement qui décidera si ces lois devront être seront réexaminées et d'autres modifications apportées.

114. La Loi de 2013 relative à l'emploi et aux relations de travail appliquée par le ministère du Commerce, de l'industrie et du travail, qui favorise l'égalité de l'emploi et de la rémunération des femmes, est en cours de réexamen, la phase 1 ayant eu lieu entre avril et juin 2018. Le rapport de la phase 1 a été approuvé par le Samoa National Tripartite Forum (SNTF). La phase 2 de l'examen devrait avoir lieu d'ici la fin de l'exercice 2018/2019. Il en résultera un projet d'examen de la loi qui sera soumis au Parlement pour approbation et recommandations sur la voie à suivre (de plus amples informations sur cette loi sont données dans la section du présent document qui traite de l'emploi).

115. Le ministère de la Condition de la femme et du développement local et social a à son actif l'Étude de 2017 sur la sécurité familiale au Samoa, la politique nationale pour l'égalité des sexes 2016-2020, la loi sur la protection de l'enfance (projet), et la politique en matière de handicap est en cours d'élaboration. Les données joueront un grand rôle dans le suivi des politiques et des lois existantes, ainsi que pour étayer et améliorer la programmation en faveur des femmes et des filles en matière d'autonomisation économique, de participation à la vie politique et de prise de décisions et de réduction de la violence à l'égard des femmes et des filles.

Protocole facultatif et modification du paragraphe 1 de l'article 20

Veillez indiquer tout progrès réalisé concernant la ratification du Protocole facultatif à la Convention et l'acceptation de l'amendement de l'alinéa 1 de l'article 20 de la Convention.

116. Comme indiqué dans le rapport, le Samoa appuie la modification apportée au premier paragraphe de l'article 20 de la Convention. En ce qui concerne le Protocole facultatif, le Gouvernement en discute encore avec les parties prenantes concernées et les ministères, et espère faire avancer cette question dans le cadre de sa procédure interne.